*Son Excellence Houphouët Boigny,*

*Président de la Côte d’Ivoire,*

**«Nous voici libres et indépendants. Qu’allons faire de notre indépendance? »**

Après avoir suivi avec un intérêt croissant les déclarations de mes illustres

collègues, je me suis demandé, en venant à cette tribune, s'il ne serait pas infiniment raisonnable de ma part d'y prononcer le plus bref discours de toute ma carrière politique, en vous disant tout simplement, franchement, en toute amitié et en toute confiance, et ce en une seule phrase: je n'ai rien à ajouter - tout a été dit , si bien dit - si ce n'est vous affirmer que je suis entièrement d’accord avec vous pour adopter ensemble, au terme de ce débat émouvant, combien émouvant, la Charte commune de l'Afrique.

Mais je sais que vous ne seriez pas d’accord avec moi si j’agissais de la sorte.

Aussi, à mon tour, je souhaiterai pouvoir tout d’abord exprimer à notre hôte, Sa Majesté l’empereur Hailé Sélassié Ier, les sentiments de gratitudes que nous inspire son initiative de réunir à Addis Abéba une conférence appelée très certainement à faire date dans l’histoire de ce continent.

L’avenir dira, nous ne pouvons en douter, les mérites et le rôle déterminant de celui qui, se faisant l’interprète des aspirations de tous les peuples africains à l’unité et se situant dans le cours des évènements, a pu réussir le premier à réunir tous les responsables de ce continent pour leur permettre de jeter les bases de leur destin commun.

Il s’agit là d’un acte positif en faveur de la paix dont, plus que d’autres peut-être, sont conscients les africains, qui attachent traditionnellement une valeur toute particulière au dialogue. Paix sur ce continent d’abord, dans la mesure où cette conférence va favoriser la confrontation de doctrines et de méthodes certainement plus parallèles qu’opposées, et s’efforcer de ne retenir que ce qui peut davantage nous unir. Mais paix dans le monde aussi, tant il est vrai que la création, la consolidation et le rayonnement de larges zones de tranquillité ne peuvent que contribuer puissamment à atténuer les risques de friction et à diminuer la tension internationale.

Nous avons également conscience d’avoir à notre portée une chance de progrès – je serai presque tenté de dire la chance de survie de l’Afrique dans ce monde moderne dont nous connaissons la dureté, parfois nécessaire, toujours redoutable et contraignante – et s’il est un enseignement que l’indépendance plus ou moins récente de nos pays nous a d’ores et déjà permis de dégager, n’est-ce pas celui de la disproportion qui se fait jour entre l’aspiration naturelle de nos peuples au bonheur et la quasi-impossibilité de la satisfaire dans le cadre trop restreint, et bien souvent artificiel, de nos frontières ? Que nous le voulions ou non, l’organisation du monde moderne est fondée sur l’existence de quelques grands ensembles, et prétendre trouver séparément la clef de nos problèmes revient à se condamner non seulement à la stagnation, mais à une lente asphyxie.

Je trouve particulièrement significative que cette première conférence inter-africaine, soucieuse de réaliser l’unité, de faciliter la libération du continent, de consolider la paix et de définir le cadre et les moyens du progrès de ce continent, tienne ses assises dans la capitale d’un Etat qui, grâce à la lucidité et à la volonté farouche de son chef, grâce aussi au patriotisme intransigeant d’une nation à laquelle s’adressent la profonde admiration et le salut fraternel et affectueux du peuple ivoirien, a su s’opposer victorieusement à la conquête étrangère et préserver ainsi une indépendance plusieurs fois millénaire. Qui d’entre nous, en effet, n’a suivi avec une passion, hélas impuissante à l’époque, le combat en apparence inégal que soutenait le vaillant peuple éthiopien? Qui d’entre nous ne se souvient avoir ressenti avec fierté et espoir l’annonce du succès définitif de ce pays, enfin soutenu par les grandes démocraties, sur les forces totalitaires, pourtant alors au faîte de leur puissance?

Depuis lors l’Afrique n’a cessé d’accorder une attention toute spéciale aux efforts incessants de l’Ethiopie en faveur de l’Unité africaine, au développement économique de ce cher pays et à l’élévation régulière du niveau de vie de ces habitants, fruit du travail d’un peuple et d’une coopération extérieure sans exclusive. Tel est le pays qui, aujourd’hui, offre à notre réunion le prestige d’une histoire glorieuse et propose à nos désirs d’unité l’exemple d’un syncrétisme unissant sans les confondre quelques-uns des apports les plus essentiels du patrimoine africain.

J’aimerais profiter de cette historique et opportune occasion pour exprimer également à tous les chefs d’Etat ici rassemblés le salut fraternel du peuple ivoirien qui a toujours suivi, non seulement avec intérêt, mais aussi avec affection, leur lutte victorieuse pour la libération totale de leur pays de toutes les formes de servitude et leurs efforts incessants pour le progrès des populations qui leur ont fait confiance. Celles-ci leur seront éternellement reconnaissantes d’avoir réhabilité l’homme africain par le recouvrement de sa fierté et de sa dignité d’homme.

Et je veux, en les saluant, d’autant plus leur manifester ma satisfaction de nous retrouver enfin ensemble, que cette rencontre, en nous permettant de nous connaître, d’échanger des idées sur notre devenir commun, constitue en soi un apport positif à l’unité tant souhaitée de notre continent.

Qu’allez-vous faire de vos vingt ans? Est-on accoutumé de dire à l’adolescent qui vient d’atteindre cette importante étape de la vie.

Nous voici libres et indépendants. Qu’allons faire de notre indépendance?

Nous sommes venus chercher ensemble la réponse à Addis Abeba.

Au départ, nous tiennent deux préoccupations, deux graves préoccupations :

* d’une part, réaliser l’unité, condition première, condition indispensable à notre survie en tant que continent libre et indépendant;
* libérer, d’autre part, toute l’Afrique du joug colonial.

Cette dernière préoccupation est vraiment le souci majeur de tous les responsables africains, car nous sommes unanimes à reconnaître qu’il n’y aura ni neutralité effective, ni paix, ni unité, ni bonheur en Afrique tant que d’autres de nos frères continueront à gémir dans les chaînes de l’esclavage.

Et, à ce propos, l’engagement solennel auquel mon pays va souscrire dans la lutte pour la libération complète de notre continent, engagement qui sera tenu, soyez-en tous convaincus, mérite de notre part une explication afin que nul ne se méprenne sur sa portée exacte.

On connaît la lutte longue, difficile, mais pacifique que de nombreux amis parmi vous et nous-même avons menée pour la libération de nos pays respectifs, notre hostilité quasi maladive à l’égard de la violence, notre amour passionné de la négociation pour le règlement de tous les différends, les interventions pressantes que nous avons faites durant nos visites à l’étranger et au cours des nombreux contacts qu’il nous a été donné d’avoir afin qu’un terme soit mis à l’occupation étrangère en Afrique.

Mais, devant la conduite inqualifiable des dirigeants du Portugal, leur refus systématique, irréfléchi, d’exécuter l’arrêt de l’histoire, les souffrances inhumaines infligées par ce pays à nos frères en lutte pour la liberté – ce premier pain de l’homme – l’héroïque résistance des Angolais, sans armes et sans ressources, et que tant d’autres frères dont le martyrologe est une injure à notre propre liberté, une menace et voire la négation de notre propre indépendance, nous déclarons solennellement que notre pays nous a demandé, en faisant violence à notre passion de la négociation, de rechercher, de concert avec vous, les moyens les plus pratiques de mettre un terme au criminel entêtement du Portugal, à l’occupation étrangère en Afrique, à l’apartheid en honneur en Afrique du Sud, cet apartheid qui est la grande honte de notre continent.

Ainsi, l’attention de ces puissants et celles de leur véritables amis est-elle, de façon non équivoque, appelée à la fois sur notre volonté unanime et inébranlable de tout mettre en œuvre pour aider nos frères opprimés à recouvrer à leur tour indépendance et dignité, et sur les risques que la situation anachronique sur laquelle nous venons d’insister fait courir à la paix dans cette partie du monde.

Faut-il pour autant attendre la libération complète de l’Afrique pour jeter les bases de l’unification de notre continent, rêve d’hier, réalité sans doute d’un proche avenir, la raison d’être et d’espérer de tous les africains responsables?

L'union de tous ceux qui sont déjà libres, qui connaissent la joie exaltante de la liberté, peut efficacement contribuer à la libération de nos frères encore opprimés.

Je ne m'attacherai pas ici à développer plus que de besoin les raisons qui militent en faveur de l'unité, tant elles nous paraissent contraignantes puisqu'elles découlent à la fois d'aspirations d'ordre affectif communes à nos peuples et des lois qui régissent le monde qui nous entoure. II semble, en effet, évident que, sous la pression irrésistible des techniques, doivent se constituer des groupes géographiques économiquement puissants qui se substitueront rapidement au morcellement passé: c'est là un fait, le fait, le fait majeur de l'époque actuelle qui s'impose à nous et qu'il ne nous appartient pas de modifier. Nous n'avons, en réalité, que le choix entre une participation au monde moderne en qualité d'ensemble solidement structuré, donc de partenaire respecté, et une absence des grands courants économiques qui nous confinerait, probablement de manière définitive, dans un rôle de comparse que certains n'ont déjà que trop tendance à nous réserver. Nous sommes trop conscients de l'impatience des hommes qui nous ont mandatés ici, de leur soif de mieux-être, trop conscients aussi de I’enjeu historique de cette conférence pour ne pas nous engager résolument sur la voie de l’unité.

Construction difficile, indispensable, passionnante, exaltante tout à la fois.

Nous nous ferions injure à nous-mêmes si nous doutions un seul instant de la volonté réfléchie de nos illustres collègues ici rassemblés, de leur conscience aiguë des obstacles qui nous attendent sur le chemin de l’unité, chemin difficile, oui, mais chemin de salut pour tous.

Certains de nos collègues ont souligné ici même avec force et conviction la nécessité de nous dire la vérité, comme se le doivent les frères que nous sommes. C'est ce à quoi je voudrais m'employer à mon tour. Ayant toujours eu horreur de la polémique stérilisante, des procès d'intention qui divisent, je voudrais vous dire en toute bonne foi, si nous nous permettons de souligner après et avant tant d'autres ces difficultés, ce n'est point avec l'idée de fuir nos responsabilités, ou de freiner l'enthousiasme communicatif que nous vivons en ce jour béni entre tous, mais au contraire avec la détermination de les avoir constamment à l'esprit afin d'apprécier sainement les erreurs à éviter, mesurer judicieusement les doses de sagesse, de patience active, de courage, de réalisme indispensables à la réussite de cette immense et grandiose entreprise.

Notre victoire commune, difficile mais certaine, n'en aura que plus de prix, puisque, ensemble, nous saurons rechercher fraternellement les moyens à la mesure de ces difficultés inhérentes à cette exceptionnelle réalisation humaine.

En effet, la convergence de raisons d'ordre si divers que nous développerons plus loin, jointe à l'inclination affective mais puissante qui pousse les peuples africains à réaliser leur unité, devrait, semble-t-il, permettre de surmonter toutes les difficultés, et de franchir tous les obstacles.

Nous le pensons en effet, et notre présence ici n'a pas d'autre justification.

Mais nous sommes conscients également de l'erreur fatale que nous commettrions en nous laissant entrainer par l'enthousiasme, en sous-estimant les difficultés et en prétendant franchir trop rapidement les étapes nécessaires.

Propos désabusés? Certes pas, propos réalistes plutôt, car il est, n'en doutons pas, des optimismes échevelés qui conduisent tout droit au désenchantement. II nous suffit de nous reporter aux tentatives d'unification qui sont actuellement ébauchées dans le monde pour être incités à une prudence indispensable, mais constructive. Ici, ce sont des nations qui, ayant franchi depuis plusieurs décades la phase historique du nationalisme, ne conçoivent leur unité que comme l'aboutissement d'un lent et délicat cheminement. Là, ce sont des pays voisins, possédant une communauté de langues, de religion, d'économie et d'idéologie, partageant un égal désir de réaliser leur unité, qui, néanmoins, sont amenés, par l'exacte appréciation de certaines réalités, à renoncer à une fusion immédiate et à envisager pour y parvenir des formes transitoires d'association.

Nous devons ainsi nous convaincre que si l'union de l'Afrique constitue pour nous une aspiration nouvelle, le même sentiment a inspiré, avant nous, d'autres peuples dont les expériences ne peuvent être négligées, mais doivent, bien au contraire, être soigneusement analysées.

Nous ne pouvons méconnaître, en premier lieu, l’obstacle que constitue pour nous la rareté des contacts humains qu’entretiennent entre eux les dirigeants de ce continent. Et c’est déjà un premier résultat positif de cette conférence que de rompre notre isolement et de permettre des échanges personnels à l’image de ceux que les plus grands de ce monde et les chefs d’Etats des autres continents s’efforcent de créer entre eux.

On dit que les frontières sont les cicatrices de l’Histoire. Les magiciens de l’esthétique que certains voudraient être auront beau user leur talent extraordinaire (supposé), ils ne parviendront pas de sitôt à effacer ces cicatrices de la surface de la terre. Cette opération n’est pas indispensable à la réalisation de l’unité qui nous préoccupe.

Tout en souhaitant que les nationalismes s’estompent rapidement, il ne nous est pas possible d’ignorer leur existence actuelle parfois même sous la forme exacerbée que la lutte contre le colonialisme les a contraints d’adopter. Il ne nous est guère loisible d’ignorer, d’autre part, les difficultés d’ordre linguistique, et toutes celles qui, d’une manière générale, procèdent du sous-développement de ce continent et des tentations diverses, personnelles ou collectives, qui en sont la lamentable rançon.

Il n’est pas jusqu’au souci de certains blocs idéologiques d’attirer l’Afrique dans leur zone d’influence et d’y projeter leur antagonisme qui ne doive être souligné et considéré comme un facteur important de division.

Aussi notre recherche passionnée de l’unité nous paraît-elle devoir s’assortir de la plus grande prudence, et de la volonté de procéder à la fois par étapes successives, en apportant des solutions positives à des problèmes concrets et en laissant à ce que j’appellerai la «dynamique de l’unité » le soin de régler par la suite les questions qui peuvent encore nous séparer aujourd’hui. D’ores et déjà, il nous semble possible de dresser l’inventaire des principes qui devraient inspirer nos efforts.

L’unité recherchée ne peut être confondue avec l’uniformité, ce qui sous-entend d’abord que chaque pays doit avoir la possibilité d’adopter le système politique et économique qui lui paraît correspondre à une phase précise de son développement et qu’il a, d’autre part, le devoir impérieux de respecter les voies différentes que des pays frères pourront choisir. Cette tolérance absolue constitue à la fois la condition d’une unification ultérieure plus poussée et contient un élément positif dans la mesure où elle permettra la confrontation d’expériences diverses qui, il nous faut le reconnaître, sont, par leur origine, étrangères à notre continent, et doivent, par conséquent, être mesurés à la réalité spécifique. Le choix de régimes différents ne peut d’ailleurs qu’apporter à l’Afrique un enrichissement certain sur le plan des doctrines et des méthodes, et faciliter l’élaboration d’un système qui serait réellement à notre continent et emprunterait à chacune de ces expériences les plus positifs de ces aspects.

La tolérance absolue, scrupuleusement et religieusement observée par tous à l’égard des uns et des autres fera disparaître la grave menace qui plane sur l’avenir de nos jeunes Etats: les menées subversives à partir d’Etats africains tiers, complices d’Etats étrangers ennemis de notre unité, donc de notre indépendance réelle et de notre bonheur.

C’est le lieu de condamner tous ensemble énergiquement les assassinats politiques comme moyens de gouvernement ou de prise du pouvoir.

Respectueux de la volonté populaire, il ne nous viendra pas à l’idée de défendre à cette tribune des régimes ou des personnes condamnés par leurs peuples.

Mais ce que nous considérons comme contraire à l’esprit d’unité qui nous anime tous, ce sont les assassinats, les meurtres organisés de l’extérieur ou avec la complicité tacite de l’extérieur en vue de renverser un gouvernement ou un régime qui n’a pas la préférence des Etats africains qui les organisent ou les favorisent.

Notre conférence se doit de définir, en pareil cas, une attitude commune, claire, sans aucune équivoque possible, à l’encontre de ces faux frères, faute de quoi l’Afrique, glissera, tombera, plongera, sombrera dans ces prétendues révolutions qui depuis des décades ont déchiré bien des pays à l’instigation de quelques ambitieux assoiffés d’honneur et au préjudice certain des malheureuses masses laborieuses qui végètent ainsi dans la misère, conséquence inéluctable de ces troubles, facteur d’instabilité politique, gouvernementale et d’insécurité.

Nous voulons croire d’ailleurs que les responsables que nous sommes condamneront fermement le recours à des pratiques qui déshonorent les auteurs. Nous voulons le croire, oui, parce que cet état d’esprit et ces méthodes nous apparaissent comme étrangères à l’Afrique, parce que nous estimons aussi que l’amélioration du bien-être du peuple constitue pour chacun d’entre nous une tâche suffisamment exaltante et absorbante sans que nous soyons tentés de poursuivre à l’extérieur des rêves d’hégémonie que nous entendons abandonner à d’autre continents ou à d’autres époques.

Nous souhaiterions, encore, que la solution des différents qui peuvent opposer certains Etats frères fût recherchée par la voie des négociations pacifiques. Il y va du développement harmonieux de ce continent qui ne saurait se satisfaire de l’emploi d’autres méthodes; il y va aussi de la valeur du message de paix et de fraternité humaine que l’Afrique entend transmettre à un monde qui en a cruellement besoin.

Quelle que soit l’ampleur des difficultés dont nous venons de mentionner quelques-unes, tout milite en faveur de l’unité.

De l’unité seule dépend notre salut à tous et l’avenir de notre Afrique bien aimée.

Liberté, paix et bonheur, n’est-ce pas la finalité de note politique commune ?

Chacun s’accorde à reconnaître que le développement de l’Afrique ne peut s’effectuer que dans un climat de paix. Encore faut-il que l’Afrique, après avoir éliminé tous les éléments internes de discorde, puisse rester à l’écart de la compétition que se livrent les deux blocs idéologiques rivaux et que ceux-ci ne réussissent pas à transposer leur rivalité sur ce continent. Nous pensons que l’Afrique pourra d’autant mieux faire respecter sa neutralité réelle qu’elle manifestera une complète unité de vues et s’affirmera ainsi plus capable de traiter sur un pied d’égalité avec différents blocs qui, sinon, seraient tentés d’assortir leur assistance de conditions politiques telles qu’elles acculeraient les Etats africains isolés à choisir entre un engagement –voire une sujétion idéologique– et la suppression d’une aide extérieure indispensable.

D’où la nécessité de réaliser en Afrique la paix, la paix totale, la paix indivisible, fondement de la véritable neutralité.

Oui, paix entre nous, paix avec les autres continents, voilà les conditions indispensables d’une véritable neutralité: celle à laquelle nous aspirons, car seule capable de nous faire rattraper notre long retard sur le chemin du progrès.

J’entends bien qu’une déflagration ne concernerait pas directement notre continent dans un premier temps du moins et dans la mesure aussi où il n’aurait choisi et acquis la possibilité de s’en tenir à une stricte neutralité. Mais conçoit-on sérieusement qu’à l’époque où nous vivons, dans un monde dont les différentes parties sont étroitement complémentaires et dont les dimensions ont été singulièrement rétrécies par la technique, conçoit-on sérieusement qu’un débat mondial ne nous concerne pas à la longue, fut-ce indirectement, et n’entraîne sur le développement de nos Etats, sinon sur leur existence même des conséquences qu’il est facile d’imaginer ? Et n’est-il pas clair que le comportement des puissances mondiales se transformerait sensiblement dès lors qu’elles cesseraient d’avoir pour interlocuteurs une mosaïque d’Etats d’importance relativement négligeable, et qu’elles s’adresseraient à un ensemble de plus de deux cents millions d’hommes, à un continent uni disposant de ressources naturelles considérables qui leur sont indispensables, et proclamant hautement son droit à la paix, c’est-à-dire au progrès.

Politiques, certes, les raisons qui nous font aspirer à l’unité sont également d’ordre économique. Car s’il est vrai que les grands ensembles mondiaux revêtent l’aspect de blocs politiques ou idéologiques, ne recouvrent-ils pas au premier chef, des réalités économiques? Les plus solides, les plus stables des unions ne sont-elles pas celles qui sont fondées sur une communauté, une convergence d’intérêts matériels qui apparaissent bien souvent comme le prélude à l’harmonie insensible des politiques puis à l’unité politique? Parce que l’unité économique nous semble constituer la meilleure approche possible de l’unité politique, parce que dans le cadre de l’organisation moderne des marchés mondiaux, il devient de plus en plus indispensable que l’Afrique se présente sous la forme d’un ensemble cohérent, parce que les luttes idéologiques se réduisent en grande partie à des divergences fondamentales sur la manière de concevoir l’utilisation et la répartition des biens, parce que la libération totale de l’homme africain se situe maintenant sur le plan économique de l’accroissement de son pouvoir d’achat, nous ne pouvons qu’être sensibles aux avantages que nous apporterait dans ce domaine, la coordination préludant à l’unification souhaitée.

Notre conférence doit se pencher de façon particulière sur la coordination économique que chacun s’accorde à reconnaître comme d'une nécessité vitale, comme le support essentiel, indispensable, je pourrais même affirmer comme la condition première de notre unité.

Qu'il s'agisse de la production agricole, animale et de leur écoulement, de l'in­dustrialisation de nos pays, des échanges commerciaux, des voies de communication, des transports, des télécommunications, la coordination est nécessaire.

Nos travaux doivent aboutir à la définition du cadre et des moyens de cette coordination, des étapes indispensables, laissant à nos experts économiques le soin de meubler progressivement ce cadre, le cadre de notre future communauté économique, dans l’intérêt supérieur de l’Afrique unie.

S’il est vrai, en effet, que l’essentiel de nos difficultés provient du retard que nous avons accumulé dans notre développement économique, nous ne parviendrons à accomplir notre libération totale, et à fonder notre unité sur des bases solides et modernes, que dans la mesure où nous nous attaquerons aux véritables obstacles, que dans la mesure où, ensemble, nous trouverons la solution de notre problème essentiel, celui de la faiblesse du niveau de vie du peuple africain; nous avons dit, en effet, que les unions politiques étaient généralement précédées de communautés économiques: encore faut-il que nous puissions mettre en commun notre prospérité, tant il est vrai que la misère ne saurait engendrer que haine et discorde.

Notre unité ne sera donc nullement exclusive de toute coopération extérieure.

Au contraire, et cette coopération sera d’autant plus fructueuse, confiante, qu’elle s’établira sur la base de l’égalité et du respect de tous les intérêts en présence.

Je ne crois pas inutile, en outre, de rappeler la nécessité d’une culture africaine, synthèse harmonieuse de cultures venues de continents différents et enrichie par l’apport de notre patrimoine commun, définie de façon si excellente, hier par notre collègue et ami, notre grand poète, le président Léopold Senghor, et qu’il a appelé l’« africanité ».

Nous avons, en effet, la conviction qu’aucun progrès véritable ne sera fait dans la voie de l’unité de notre continent si nous n’écartons pas de nos propos, comme de nos actes, le fanatisme, pour donner le pas aux échanges fructueux des hommes, des jeunes en particulier, provenant d’horizons les plus divers, permettant ainsi l’établissement de liens d’amitié, la confrontation d’expérience et de réalités différentes, un enrichissement réciproque, susceptible de développer le sentiment d’une commune appartenance à une même culture: la culture africaine.

L'Afrique attend de la conférence d'Addis-Abéba la réponse à son attente impatiente: l’unité. L'examen attentif des chartes respectives des deux groupes dits de Casablanca et de Monrovia fait apparaître une volonté commune de combler les vœux ardents de nos frères africains: l'unité de notre continent.

Après avoir précisé chacun, avec la plus totale franchise, notre façon de concevoir l'Unité africaine, formulé des réserves, souligné les erreurs à éviter, les difficultés à surmonter, et faitprévaloir néanmoins la nécessité et les avantages de l'unité tant souhaitée, faisons enfin honte à ceux, nombreux, qui saisissent toutes les occasions pour stigmatiser ce qu'ils considèrent comme le mal chronique, congénital, des Africains : le goût immodéré des palabres.

« Les conférences africaines se suivent etse ressemblent », titreront demain certains journaux.

«Beaucoup de discours, de très beaux discours (en Afrique tout est, en effet, chant, symphonie, poésie), des résolutions, des monceaux de résolutions, mais de décisions point. »

D'accord sur lebut, allons-nous continuer à discuter sans fin, à nous entre-déchirer sur le choix des moyens et ruiner ainsi la chance de l'Afrique à l'unité, chance plus grande que celle de tous les autres continents, et donner du même coup raison à nos censeurs invétérés? NON.

L'émouvant avertissement de Sa Majesté l'empereur d'Ethiopie, nous mettant face à nos responsabilités, doit être pris sérieusement, très sérieusement enconsidération.

Oui, l'histoire nous condamnera de façon implacable si la conférence d'Addis-Abéba, qui a suscité tant d'espoir en Afrique et d'intérêt dans le monde, se termine par des vœux pieux.

On connaît une certaine nuit du 4 août.

Faisons en sorte que l'histoire consacre aussi une journée du 22 mai, mois des fleurs à Addis-Abéba, «fleur nouvelle », la journée du départ d'une Afrique nouvelle, d'une Afrique unie, fraternellement unie.

Pour ce faire, adoptons, avant de nous séparer, à l'unanimité et par acclamation, le projet de charte sur lequel travaillent en ce moment nos ministres compétents, selon l'esprit qui s'est dégagé de nos débats, une charte simple, souple, consacrant la fusion de nos groupes sur l'autel de l'Unité africaine, un cadre à meubler progressivement, cadre sur le contenu duquel je n'ai pas à revenir tant il a été éloquemment défini par certains orateurs qui m'ont précédé à cette tribune.

Adoptons-le, oui. Mais attachons-nous surtout à l'appliquer honnêtement.

Alors seulement se lèvera l'aube de cette unité totale à laquelle nous aspirons de tout notre être, alors seulement, donnant raison au poète, «une teinte inédite peuplera l’arc-en-ciel», l’Afrique parlera et proposera au monde un nouvel humanisme empreint la fraternité et du sens de la solidarité, ce quelque chose lui est propre depuis des millénaires, ce message que sa condition actuelle ne lui permet pas encore de faire prévaloir.